



BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

« Addendum au Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Nationales en vue d'une meilleure efficacité de l'aide et pour garantir l'exécution du CSLP et un meilleur suivi du CSCP »

Période couverte :

Janvier-Décembre 2011

LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Avec l'appui financier de la Belgique, de DFID, de l'Union Européenne, des Pays Bas et de la Suisse

Décembre 2011

I. INTRODUCTION

L'objectif principal de ce projet est d'améliorer la cohérence entre les fonctions de planification stratégique, de budgétisation et de coordination de l'aide en donnant un appui cohérent à toutes les institutions gouvernementales impliquées afin de promouvoir une meilleure efficacité de l'aide.

Les produits attendus sont essentiellement :

- Le CSLP II fournit des orientations pour les allocations des dépenses à moyen-terme et le budget annuel, financés aussi bien par les bailleurs que par le gouvernement, qui soient cohérentes avec ses objectifs
- Disponibilité par l'AMP des données nécessaires pour alimenter le CDMT central à moyen-terme, le travail des groupes sectoriels, le PIP et le budget national annuel avec des informations exhaustives sur les financements extérieurs
- Le dialogue entre le Gouvernement et ses partenaires renforce les principes de la responsabilité mutuelle, de la reddition des comptes et de la transparence
- Toutes les institutions du CNCA sont pleinement impliquées dans la coordination de l'aide conformément à leur mandat
- Les capacités institutionnelles du Cabinet du 2^{ème} Vice-Président et du SP/CNCA sont renforcées et permettent à ce dernier d'effectuer un travail de qualité conformément à son mandat.

Le budget établi pour ce projet dont la durée est de quatre ans (2011-2014) s'élève à un montant de \$7.047.662 USD dont \$5.698.926 USD sur financements extérieurs et \$870.000 USD sur ressources nationales. A cet effet, un Fonds commun (Basket Fund), géré par le PNUD, a été mis en place pour un montant de \$5.698.926 USD et mis en œuvre à partir du mois de Décembre 2010. Dans ce cadre, le PNUD a déjà signé quatre Mémoires d'Accord, avec la Belgique, le DFID, la Suisse et l'Union Européenne, respectivement pour des montants de 500.000 €, 500.0000 £, 300.000 CHF et 500.000 EUR. En plus, le PNUD s'est engagé à prendre en charge, sur ressources propres, le Conseiller technique principal du projet à l' hauteur de 1.000.000 USD.

Pour l'exercice 2011, le Gouvernement burundais a contribué au financement du SP-CNCA à raison de 89 millions de Fbu. Il faut également noter que la Belgique, en plus de sa contribution au fonds commun, supporte le contrat d'un des deux experts internationaux prévus.

Le présent rapport présente les résultats accomplis par ledit projet au cours l'exercice 2011 ainsi que les perspectives pour l'année 2012.

II. RÉSULTATS

En présentant l'état d'avancement des activités prévues pour l'exercice 2011 dans le cadre de la mise en œuvre de « *l'Addendum au projet d'appui au Renforcement des Capacités Nationales de Coordination pour une meilleure efficacité de l'aide* » pour la période allant du 1^{er} janvier à début décembre 2011, ce rapport passe en revue les succès réalisés et les contraintes qui ont caractérisé le processus de mise en œuvre des activités ainsi que les perspectives pour l'exercice suivant. Il tient compte des recommandations des rapports d'étapes antérieurs.

II.1. Principales réalisations

Pendant les onze mois de l'année 2011 et en référence au plan d'actions de l'exercice 2011 qui a été validé par le Comité de Pilotage du Projet d'appui au Renforcement des Capacités Nationales de Coordination pour une meilleure efficacité de l'aide, des progrès considérables ont été atteints. On citerait notamment :

Renforcement du dialogue entre le Gouvernement et ses partenaires

- L'évaluation du GCP au début de l'exercice a permis de valider un nouvel agenda des réunions ainsi que leur fréquence. Cet exercice d'évaluation du GCP a permis d'apprécier le travail de tous ses organes (Groupes sectoriels, le Forum Stratégique et le Forum politique) et de formuler des recommandations visant l'amélioration de la performance de ces derniers et de la qualité du dialogue entre tous les acteurs. Lors de cette réunion du Forum Stratégique qui a évalué le fonctionnement du GCP, il a été décidé de tenir une réunion du Forum Stratégique une fois les deux mois. Ainsi, les réunions des différents organes ont été régulièrement tenues, mis à part quelques groupes sectoriels nécessitant une certaine redynamisation. Ainsi, six réunions du Forum Stratégique et quatre réunions du Forum Politique ont été tenues et ont notamment permis d'aboutir aux résultats ci-après :
 - La validation du cinquième et dernier Rapport du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix (CSCP) élaboré sous la coordination du SP/CNCA à travers les groupes sectoriels du CSLP, le 16/02/2011;
 - La validation des résultats de l'Enquête OCDE 2011 et l'adoption de la matrice des actions pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra au mois de mars 2011;

- La Validation de la Stratégie nationale de Bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption et les malversations économiques et financières le 23/05/2011 ;
 - La Validation de la politique nationale de l'aide le 22/11/2011 ;
 - L'élaboration du Protocole de collecte des données ;
 - L'adoption d'un calendrier indicatif des réunions du GCP (Forum stratégique et Forum politique). Ce calendrier a été le fruit des discussions menées lors de la réunion du Forum Stratégique dédiée à l'évaluation du GCP au début de l'année;
 - Le suivi-évaluation des travaux des groupes sectoriels à travers les réunions du Forum Stratégiques qui ont donné des orientations stratégiques pour un meilleur fonctionnement de ces derniers. Une Matrice de Suivi-évaluation a été établi à cet effet;
- La dynamisation continue du Fonctionnement des groupes sectoriels à travers l'encadrement accru et l'implication visible des cadres du SP/CNCA. La matrice en annexe donne une situation plus détaillée sur le niveau de performance atteint par les différents groupes sectoriels.
 - L'appui à la production du cinquième rapport semestriel de mise en œuvre du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix à travers les Groupes sectoriels du CSLP un exemple d'appropriation par la partie nationale.

Appui aux mécanismes et stratégies de coordination de l'aide

- La préparation et l'organisation des réunions du Comité National de Coordination de l'Aide (CNCA) qui ont permis de valider l'enquête OCDE 2011, y compris sa matrice des résultats, la Stratégie nationale de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, les résultats de l'étude de référence, les orientations de la politique de l'aide, etc. ;
- La redynamisation du Comité Interministériel de suivi des ONG dont la régularité des réunions a permis le renforcement du dialogue entre le Gouvernement et les ONG. Les TDR et les outils de travail pour la Campagne de suivi des actions des ONG ont été développés. Les descentes sur terrains sont prévues pour le premier trimestre du 2012. Ce travail sera sanctionné par un rapport dont les recommandations seront utiles pour améliorer la performance et l'impact des actions des ONG sur terrain;
- La tenue de deux réunions du Comité de Pilotage du projet qui ont notamment permis de valider le PTA 2011 et d'adopter les rapports d'avancement et de donner des orientations pour la mise en œuvre du projet ;
- Recrutement des experts du projet.

Appui à la Collecte et le partage de données sur l'aide :

- La production du rapport sur les flux d'aide, Edition 2011 qui a été précédée par un travail de collecte, de traitement des données et d'analyse. Ce rapport est en cours de validation et a mis en exergue la nécessité d'une réduction des coûts de transaction liés à l'aide à travers une division de travail de plus en plus accrue et une marche vers l'adoption d'un budget programme à base d'un processus CDMT réussi;
- La Préparation d'un nouveau contrat sur base d'un plan d'actions avec Development Gateway pour renforcer la performance de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) et son internalisation progressive auprès de toutes les parties prenantes.

Analyse et Etudes stratégiques

- Finalisation de l'étude de référence sur la coordination, l'harmonisation et l'alignement de l'aide au Burundi suivant les principes de la Déclaration de Paris. Les résultats de l'étude ont alimenté le processus d'élaboration de la politique de l'aide et du Protocole de collecte des données ;
- Elaboration de la politique de l'aide qui a donné des orientations stratégiques pour transformer l'environnement d'acheminement et d'administration de l'aide publique au développement pour améliorer son efficacité et son impact sur les populations bénéficiaires ;
- Préparation et Conduite du processus de l'Enquête OCDE dont le rapport a alimenté l'élaboration du rapport global de mise en œuvre de la Déclaration de Paris et des principes d'engagement international dans les pays fragiles et les situations de précarité. C'est ce rapport qui a été présenté au 4^{ème} FHN à Busan ;
- Elaboration de la politique de la dette qui permettra d'éclairer les décideurs et partenaires sur l'état des lieux, la stratégie et les perspectives d'endettement du Burundi dans le respect de la cohérence et la coordination des politiques macro-économiques en veillant au respect de la viabilité de la dette.
- Poursuite de la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités des mécanismes de coordination de l'aide au Burundi qui a été validé par le Comité de Pilotage du projet. En 2011, trois cadres ont bénéficié d'une formation appropriée sur base des besoins identifiés dans ledit Plan. Mais, il a été suspendu au deuxième semestre 2011 pour laisser place au développement d'un plan de formation au bénéfice des cadres des institutions couvertes par l'Addendum.

Participation du Burundi aux fora internationaux

- La contribution au dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'Etat de droit. Cette initiative est une recommandation issue du Forum de Haut Niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Dans ce cadre, une équipe de cadres burundais a participé aux différentes conférences organisées notamment à Dili, à Monrovia, à Kinshasa, à Kigali, à Addis-Abeba, à Paris et à Juba, etc. Ces conférences ont fortement contribué à préparer les pays fragiles à participer au Quatrième Forum de Haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011 avec un message approprié et la mise en place d'un « New Deal » pour les pays fragiles accepté par un grand nombre de partenaires;
- L'appui à la participation Burundaise à certains fora internationaux en préparation du 4^{ème} FHN sur l'efficacité de l'aide (réunions régionales) et l'appui à la préparation et la participation active au Quatrième Forum de Haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan du 29 Novembre au 1 Décembre 2011 où le Burundi a envoyé une Délégation de Haut Niveau, conduite par SE Monsieur le Deuxième Vice Président de la République et Président du CNCA.
- L'appui à l'organisation de plusieurs missions prioritaires du gouvernement, dont celle de New York pour la validation du cinquième rapport du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix ; celle de Istanbul en Turquie organisée par les Nations Unies pour les pays les moins avancés, celle de Washington pour les Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du FMI où le Burundi a pu plaider pour l'augmentation et la régularité des appuis budgétaires ; celle de New York organisée par les Nations Unies sur le VIH Sida où la Délégation Burundaise a pu rencontrer ses grands bailleurs dans le secteur qui ont promis des appuis supplémentaires pour endiguer le fléau.

Appui au processus d'élaboration du CSLPII

Le projet a appuyé le processus d'élaboration du CSLP de deuxième génération à travers son appui technique et financier. Les appuis donnés concernent notamment:

- L'appui aux consultations participatives et inclusives au niveau communautaires dans toutes les 17 provinces du pays, sectorielles et du Parlement, ainsi qu'à la production et la validation de leurs différents rapports.
- Ce processus de planification inclusif et participatif a permis à la population et aux différents acteurs de définir eux même les défis du développement socio-économique du pays et leurs réponses sur un horizon de 4 ans.
- L'appui à l'élaboration du document du CSLPII, de son plan d'action prioritaire, qui a permis l'élaboration des CDMT Central et sectoriels ainsi que la définition des mécanismes de suivi-évaluation.

- L'élaboration d'une note d'orientation stratégique et d'une feuille de route qui seront validés prochainement et guideront le pays dans le meilleur choix de mobilisation des fonds pour le financement du CSLP II qui va au-delà des tables rondes et des groupes consultatifs.
- L'appui à la diffusion des documents relatifs au processus de CSLP à travers la création par le SP-REFES d'un lien y afférent sur son site web.

En outre, le SP/CNCA, grâce à son expertise, a fourni son appui important dans différents domaines. On citerait notamment :

- L'implication à l'élaboration des documents stratégiques comme (i) la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, la lettre de politique de renforcement des capacités, le développement des différentes stratégies sectorielles, etc.;
- L'implication à la formulation de stratégie et la lettre de politique nationale de renforcement des capacités.
- La recherche et la négociation des nouveaux financements ORIO avec les Pays Bas avec l'appui de la Deuxième Vice Présidence de la République ;
- La participation au processus budgétaire 2011 à travers la disponibilisation des prévisions des décaissements ;
- La préparation des notes techniques en matière de coopération ;
- La participation aux travaux du Comité Technique de Suivi du CSLP ;
- La participation aux travaux du Comité Technique et du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des Finances publiques ;
- La participation au processus d'autoévaluation PEFA ;
- La participation aux travaux du Comité Technique chargé du Suivi des projets financés par la Banque mondiale au Burundi. Ce Comité technique assure le lien entre le Gouvernement et la BM pour maximiser les performances du portefeuille.
- La participation à l'élaboration du programme « Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit », financé par le PBF à hauteur de USD 9,2 millions et lancé officiellement par le président de la république le 24/10/2011 ;
- La participation à l'élaboration du projet "Renforcement du pouvoir socio-économique des femmes et filles dans les communautés affectées par le conflit au Burundi" transmis au PBSO pour financement par le PBF.
- L'élaboration de la Brochure sur les Grandes Réalisations du Gouvernement en matière de la Bonne gouvernance Economique, 1^{ère} et 2^{ème} éditions aux mois d'Avril et Novembre 2011.

II.2. Activités qui ont enregistré des retards

Certaines activités n'ont pas connu des progrès comme prévu. On peut notamment citer :

- La finalisation du CSLP a pris un retard important qui a un impact négatif sur le respect d'autres agendas. En effet, ce document devrait initialement être finalisé le mois de juin pour avoir assez de temps d'organiser une Conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi vers la fin de l'année. Avec la situation actuelle, cette perspective a été repoussée en 2012;
- Le recrutement de l'expert International en planification qui devrait être mis à la disposition du Ministère ayant la planification dans ses attributions a aussi pris du temps. Ce qui retarde le processus d'élaboration et de mise en application du guide méthodologique de planification qui est un outil important pour faciliter et harmoniser le travail des ministères sectoriels. Compte tenu des changements d'attributions survenus après le dernier remaniement, ce processus de recrutement dépendra des orientations qui seront fournies par la nouvelle entité ministérielle.
- L'interfaçage entre AMP et les autres systèmes d'information (PIP, SIGEFI) n'a pas également pu être réalisé dans la mesure où le PIP et le SIGEFI ne sont pas encore finement développés et stabilisés;
- Le recrutement du consultant international qui va appuyer le CNCA à faire l'étude diagnostique des besoins en renforcement des capacités des institutions couvertes par l'Addendum a été reporté pour 2012 pour être en cohérence avec les résultats de l'étude sur la réforme de l'administration publique en cours et les priorités de la stratégie nationale de Renforcement des capacités en cours d'élaboration;
- Rapport annuel sur les flux d'aide a été retardé par l'exécution de plusieurs chantiers qui été prioritaires en l'occurrence l'élaboration de la politique de l'aide, l'enquête OCDE 2011, le Protocole de collecte des données, etc.

III. CONTRAINTES RENCONTRÉES

Les contraintes importantes qui ont handicapé la mise en œuvre régulière du plan d'actions validé par le Comité de pilotage pour l'exercice 2011 sont notamment :

- La faible synergie liée à l'insuffisance de communication entre les structures responsables des fonctions intéressant la coordination telles que la planification, la programmation et budgétisation ;
- La persistance de la faiblesse des liens entre la planification stratégique au niveau central et le travail des groupes sectoriels, ce qui a occasionné une perte de temps assez important au niveau du processus d'élaboration du CSLP II. Cette situation

devrait trouver une réponse définitive avec le mécanisme de suivi et mise en œuvre du CSLP II ;

- La longue discussion autour des modalités de gestion du projet qui a ralenti l'exécution des activités du projet ;
- Le Gouvernement n'a pas totalement honoré ses engagements en augmentant l'enveloppe allouée au SP/CNCA dans l'esprit des engagements pris par toutes les parties signataires du document de l'Addendum au projet d'appui au renforcement des capacités nationales de coordination de l'aide (voir para. VII.2).

IV. LEÇONS APPRISSES

Le processus de mise en œuvre du projet a permis de dégager quelques leçons pouvant inspirer la formulation et la mise en œuvre des projets futurs pour arriver à des résultats palpables en matière de coordination. Parmi les principales leçons à tirer pour les 12 derniers mois d'exécution du projet, on peut mettre en exergue les points ci-après :

- La mise en œuvre du projet élargi aux autres structures impliquées dans la coordination de l'aide a révélé la nécessité de mettre en place un comité technique du CNCA pour orienter la mise en œuvre des activités programmées par le projet ;
- Le renforcement de l'appropriation nationale et la tenue régulière des réunions du Comité National de Coordination de l'Aide (CNCA) pour donner des orientations politiques et stratégiques reste toujours un élément clé pour renforcer et augmenter l'impact des réformes engagées et les résultats visés par ce projet ;
- La réduction des réunions du Forum Stratégique du GCP a eu comme conséquence l'accumulation des dossiers non traités, ce qui a exercé une pression sur le volume des agendas des réunions et partant, une faible performance de l'ensemble du GCP par rapport à l'année 2010;
- La mise en œuvre de la politique de l'aide et du protocole de collecte des données se révèle plus qu'urgente pour assurer un cadre légal de mise en œuvre de la matrice des recommandations convenue à l'issue de l'enquête OCDE 2011 dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris ;
- L'engagement sans faille des PTF aux côtés du gouvernement se révèle incontournable pour réussir l'ambition de coordination et de mise en œuvre des engagements pris au niveau international tels que la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra, d'où la nécessité de renforcer le dialogue sur toute question y afférente;

- L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités institutionnelles est une question épineuse qui doit être prise avec plus de fermeté pour doter l'administration burundaise des compétences nécessaires pour piloter le processus de coordination et de mise en œuvre des réformes nécessaires afin de pérenniser les acquis de tous ces efforts fournis.

V. PERSPECTIVES

Les perspectives de l'année 2012 sont notamment:

Gouvernance et renforcement de capacités des structures nationales:

- Le fonctionnement régulier du Comité de Pilotage du projet ;
- L'organisation des réunions statutaires du CNCA et de son comité technique;
- L'audit institutionnel des institutions du CNCA et l'élaboration du plan de renforcement des capacités ;
- La mise en place d'un cadre d'évaluation des performances des experts;
- Mise à la disposition du Ministère des Finances et de la Planification du Développement de l'expertise en planification stratégique.

Transparence de l'aide et le cycle budgétaire:

- L'utilisation de l'information sur l'aide dans la planification au niveau central et au niveau sectoriel et le cycle budgétaire ;
- L'internalisation effective du nouveau Système de Gestion de l'Information sur l'Aide à savoir, le « Aid Management Platform (AMP) », par toutes les parties prenantes ;

Mise en œuvre de la politique de l'aide et appui du Groupe de Coordination des Partenaires :

- La mise en œuvre des recommandations de la politique de l'aide et d'autres analyses stratégiques conduites en 2011;
- La mise en œuvre et le suivi de la matrice conjointe du gouvernement et ses PTFs ;
- L'amélioration du fonctionnement et des performances du Groupe de Coordination des Partenaires et de ses Groupes Sectoriels;
- Préparation de la conférence internationale et la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre du CSLPII;
- Le suivi de la mise en œuvre du CSLP2 en ce qui concerne les décaissements et l'absorption des ressources sectorielles allouées aux différents ministères.

Financement du Basket Fund:

- Mobiliser le reste des ressources promises pour le financement du projet.

VI. SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux arrangements de gestion prévue, ce projet est directement exécuté par le PNUD en étroite collaboration avec le Secrétariat Permanent du CNCA. Des réunions de programmation et de suivi des activités ont régulièrement été organisées entre les représentants des deux institutions. Un mode opératoire du projet a été convenu par ces dernières et adopté au niveau du comité de pilotage.

La tenue régulière des réunions dudit Comité de Pilotage du projet pourra avoir un impact positif sur le suivi régulier du projet, l'atteinte des résultats et la résolution des problèmes rencontrés en cours d'exécution.

VII. SITUATION FINANCIERE DU PROJET

Ce projet de 4 ans a bénéficié jusqu'à ce jour de deux sources de financement ci-après :

- Le Fonds Commun Elargi (Basket Fund Elargi) géré par le PNUD pour un montant de \$5.698.926 USD ;
- Le Budget de l'Etat qui donne une enveloppe globale de \$ 870.000 USD.

Il faut également noter que la Belgique, en plus de sa contribution de 500.000 € dans ledit Basket Fund, prend en charge le contrat d'un des deux experts internationaux prévus par le projet. Le PNUD aussi prend en charge le Conseiller technique principal du projet.

VII.1. Le Fonds Commun géré par PNUD

Ce Fond Commun a déjà bénéficié à ce jour des contributions de la Belgique, de DFID, de la Suisse, de l'Union Européenne et des fonds propres du PNUD. Dans ce cadre, le PNUD a accordé \$280.000 USD qui ont servi à prendre en charge le gestionnaire du projet, et a déjà signé quatre Mémoires d'Accord avec la Belgique, le DFID, la Suisse, et l'Union Européenne respectivement pour des montants 500.000 €, 500.000€, 149.611 USD et 500.000€ respectivement. La situation de mobilisation des ressources est présentée dans le Tableau N°1 à la fin de l'Année 2011 (voir page 14). Le tableau N°2 donne un résumé et quelques précisions sur les décaissements déjà réalisés et la situation financière du projet à la fin de l'année 2011 (voir page 15).

*** NB: Notez que les montants de décaissements sont provisoires. L'année financière 2011 n'était pas encore clôturée à la date de préparation du rapport.**

Tableau N°1 : Etat de mobilisation des ressources au 07 Décembre 2011

Bailleurs de fonds	Montant promis (selon le compte rendu du Comité de pilotage du 19/10/10)	Montant promis à USD (taux de change UN en décembre 2011)	Montant engagé	Montant engagé en USD (taux de change UN en décembre 2011)	Montant décaissé au projet en USD	Montant à engager ou à décaisser à partir du 2012	Montant dépensés en 2011 jusqu'à décembre en USD*	Solde actuel en USD (décaissé moins dépenses)	Observations
1. Belgique	€ 1,000,000	\$1,333,333	€ 500,000	\$666,667	\$681,199	€ 500,000	\$0	\$681,199	Transfert réalisé début janvier 2011
2. DFID	GBP 500,000	\$781,250	GBP 500,000	\$781,250	\$799,374	\$0	\$799,374	\$0	Le transfert a été fait en deux tranches: la première à la fin du mois de novembre 2011 et la seconde au mois de mars 2011. Compte tenu de l'accord, ces fonds seront décaissés à la fin de cette année.
3. Suisse	CHF 300,000	\$325,733	CHF 300,000	\$325,733	\$289,428	CHF 20,000	\$0	\$289,428	Le transfert a été fait en deux tranches: la première à la fin du mois de novembre 2010 et la deuxième au mois de juin 2011
4. Union Européenne	€ 500,000	\$666,667	€ 500,000	\$666,667	\$536,000	€ 100,000	\$0	\$536,000	Le budget doit être décaissé avant le mois de mars 2012. Une première tranche de 400,000€ a été décaissée en 2011.
5. PNUD	\$1,000,000	\$1,000,000	\$1,000,000	\$1,000,000	\$68,372	\$931,628	\$68,372	\$0	Le PNUD a pris en charge le contrat du CTP du projet, mais il a pris fonction à la fin du mois d'octobre 2011 plus certains frais de fonctionnement. Le PNUD continuera cet appui en 2012 et mettra des fonds propres au compte du projet en début de l'année.
6. Pays Bas	€ 1,000,000	\$1,333,333	0		\$0	€ 1,000,000	\$0	\$0	
TOTAL		\$5,440,316		\$2,440,316	\$2,374,373		\$867,746	\$1,506,627	
				% engagements p/r aux promesses	% décaissements p/r engagements		% dépenses p/r aux décaissements		
%				45%	97%		37%		

Tableau n°2. Réalisation financières jusqu'à la fin de l'année 2011

Produit attendu	Domaine d'activité	Prévisions des dépenses pour 2011	Dépenses 2011	Taux de réalisation des dépenses	Observations
1. Le Gouvernement dispose d'un système de planification, budgétisation et coordination de l'aide plus cohérent ;	Appui à l'élaboration du CSLPII	350 000	338 435	97%	
	Renforcer les capacités du Ministère du Plan et des groupes sectoriels en matière de planification stratégique.	200 000	0	0%	Le recrutement de l'expert en planification stratégique a pris beaucoup de temps à cause du manque de l'expertise adéquat dans les appels d'offre
	Appuyer la mise en place d'un interfaçage entre l'AMP et les autres outils de gestion des finances publiques, ainsi que l'harmonisation des informations du PIP, AMP et Sigefi	150 000	0	0%	Les activités prévues dans cette rubrique ont été retardées du fait que les outils PIP et SIGEFI ne sont pas encore stables pour envisager un interfaçage avec les autres
	S/Total produit 1	700 000	338 435	48%	
2. La coordination entre le Gouvernement et les autres partenaires est plus exhaustive et efficace	Appui à l'opérationnalisation et au fonctionnement du GCP	50 000	6 063	12%	Location des salles et frais connexes. Les autres dépenses liées à cette activité se retrouvent dans les frais de fonctionnement (Matériel, carburant, ...)
	Elaboration d'une politique de l'aide	115 000	15 241	13%	Au départ, il était question de recruter un bureau pour élaborer cette politique, et les services ont été bien rendus par un consultant.
	Appuyer la formation des groupes sectoriels en matière d'évaluation des financements extérieurs	100 000	0	0%	Activités d'encadrement qui ne nécessitent pas des dépenses. Les formations en soi sont prévues au cours de l'année 2012
	Sous total produit 2	265 000	21 304	8%	
3. Les institutions nationales sont en mesure de coordonner et de gérer d'une manière efficace l'aide au développement.	Mise à la disposition du SP/CNCA de l'expertise nationale requis pour lui permettre d'effectuer un travail de qualité conformément à son mandat	120 000	116 860	97%	
	Conduite des études et mise à la disposition du SP/CNCA de l'expertise Internationale requis pour lui permettre d'effectuer un travail de qualité conformément à son mandat	500 000	203 552	41%	Le recrutement du CTP a pris du temps et ce dernier n'a pris fonction qu'au mois d'octobre 2011
	Appui au fonctionnement du SP/CNCA	130 000	119 890	92%	Location des bureaux, entretien et réparation du matériel de bureau et du matériel roulant, fourniture de bureau, carburant, ...
	Appui à la participation aux formations aux conférences et certaines missions officielles	70 000	67 705	97%	
	Sous-total produits 3:	820 000	508 007	62%	
TOTAL		1 785 000	867 746	49%	

VII.2. Les Autres Financements du Plan d'Action pour le SP-CNCA : Budget de l'Etat

Le Gouvernement s'était engagé dans le Plan d'action convenu avec ses partenaires pour le renforcement des mécanismes de coordination de l'aide à prendre progressivement en charge les coûts liés au fonctionnement et au développement des activités du Secrétariat Permanent. Cela devrait permettre à ce dernier de couvrir avec les ressources internes les dépenses nécessaires pour son fonctionnement. Les dotations budgétaires du SP/CNCA devraient atteindre un montant de 300 millions de FBU à partir de 2010. Dans ce cadre, le Gouvernement avait pris l'engagement d'inscrire dans la loi des Finances de l'année 2011 un montant de 120.000 USD. Toutefois, jusqu'à présent, les dotations budgétaires d'un montant de 89 millions de FBU en 2011 n'ont couvert que les dépenses salariales du personnel du SP/CNCA émargés sur le budget de l'Etat. Ce montant sera majoré de 13 millions FBU dans le Budget 2012.

VIII. Stratégie de partenariat

La démarche suivie dans l'adoption du Plan d'Action et la mise en place de ce projet qui est le fruit d'une large concertation des partenaires au développement du Burundi doit être gardée comme leitmotiv dans sa mise en œuvre. Ainsi, la mise en place du Comité de Pilotage est également réalisée dans cet esprit pour permettre une action cohérente dans ce domaine et une gestion plus harmonisée conformément aux principes de la Déclaration de Paris.

La coopération Sud-Sud est une approche qui a également été utilisée par le projet pour le renforcement des capacités nationales, avec la participation de délégués burundais dans plusieurs ateliers régionaux d'échange d'expérience et de bonnes pratiques sur l'efficacité de l'aide.

Annexe n°1 : Cadre de synthèse des résultats

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
<p>1. Le Gouvernement dispose d'un système de planification, budgétisation et coordination de l'aide plus cohérent ;</p>	<p>L.1.1 Pourvoir un appui technique au SP-REFES pour que le CSLP II contienne des priorités claires et quantifiables, susceptibles d'être traduites en allocations couvrant les dépenses à moyen terme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un CSLP-2 avec des priorités claires et quantifiables finalisé et adopté à l'issu d'un processus participatif et inclusif ▪ Les stratégies sectorielles ont un lien direct avec les objectifs fixés par le CSLP-2 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le CSLP II est en cours de finalisation. Des consultations communautaires et sectorielles, thématiques et du parlement ont eu lieu. ▪ Les experts ont été recrutés pour appuyer le REFES dans le processus d'élaboration et de chiffrage des actions prioritaires cohérentes avec le PIP. ▪ Dans la majorité des secteurs, les stratégies sectorielles ont alimenté les priorités du CSLP II 	<p>La production de la version finale du CSLP a connu un retard important suite au retard dans le recrutement des consultants qui devraient appuyer le gouvernement à élaborer le Cadrage macro-économique et le CDMT, ainsi qu'au problème de disponibilité des données du costing des actions prioritaires</p>
	<p>L.1.2 Donner un appui technique au SP-REFES pour l'élaboration d'une nouvelle matrice des indicateurs de suivi - évaluation du CSLP</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La matrice des indicateurs de suivi – évaluation du CSLP est actualisée et améliorée en tenant compte des thématiques transversales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'élaboration d'une matrice d'indicateurs de suivi du CSLP II est aussi en cours 	<p>Cette activité a été financée par la BAD.</p>

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
	L.1.3 Renforcer les capacités du Ministère du Plan en matière de planification stratégique.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Miniplan dispose d'une expertise internationale en matière de planification ▪ Le Miniplan dispose d'un guide méthodologique pour la planification ▪ Les outils pour renforcer la cohérence entre la planification, budgétisation et la coordination sont disponibles et sont de haute qualité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'expert International qui devrait être mis à la disposition du Min Plan est en cours de recrutement, ▪ Un guide méthodologique pour la planification n'est pas encore finalisé, ▪ Un protocole de collecte de données et une politique de l'aide ont été élaborés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le processus de recrutement a connu un retard très énorme suite à la non disponibilité de l'expertise adéquate, ▪ L'expert international qui devrait appuyer le ministère à élaborer le guide de planification n'est pas encore disponible,
	L.1.4 Appui ponctuel aux groupes sectoriels et au Ministère du Plan pour renforcer les liens entre les outils de planification	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il existe une cohérence entre les stratégies sectorielles et les plafonds du CDMT central 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un CDMT Central a été élaboré avec l'appui de la BM via le PAGE 	Les CDMT sectoriels sont en cours d'élaboration.

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
	1.2.1 Appuyer la mise en place d'un interfaçage entre l'AMP et les autres outils de gestion des finances publiques, ainsi que l'harmonisation des informations du PIP, AMP et Sigefi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les TDR pour l'expertise sont actualisés de façon conjointe entre les acteurs. ▪ L'étude sur les possibilités de l'interfaçage est effectuée. ▪ La feuille de route pour l'interfaçage est finalisée. ▪ Le budget annuel contient une information exhaustive sur les financements extérieurs cohérente avec le PIP et AMP. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les TDR pour l'expertise ont été élaborés mais n'ont pas encore fait objet de discussions entre les acteurs, ▪ L'étude sur l'interfaçage n'est pas encore faite, ▪ La feuille de route n'est pas élaborée, ▪ AMP a fourni les données pour le processus budgétaire 2012 	Les activités prévues dans cette rubrique ont été retardées du fait que les outils PIP et SIGEFI ne sont pas encore stables pour envisager un interfaçage avec les autres.
	1.2.2. Appuyer les études et production de rapports	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et qualité des études et analyses produites et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation de l'étude de référence sur la coordination ▪ L'étude pour l'élaboration de l'aide a été finalisée, ▪ L'étude sur la politique nationale de l'endettement est en cours de finalisation, ▪ Elaboration d'une stratégie de renforcement des capacités ▪ Le rapport sur les flux d'aide attend la validation par le FS, ▪ Rapport pays de l'Enquête OCDE ▪ Elaboration d'une note d'orientation de la stratégie de mobilisation des fonds pour la mise en œuvre du CSLPII 	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
2. La coordination entre le Gouvernement et les autres partenaires est plus exhaustive et efficace ;	2.1.1. Elaboration d'une Politique de l'Aide et son plan de suivi	<ul style="list-style-type: none"> Une Politique de l'Aide basée sur la Déclaration de Paris et le Plan d'Action d'Accra est élaborée de façon participative et adoptée par le Gouvernement 	La politique de l'aide a été élaborée et validée par le Forum politique en octobre 2011	Le plan d'action sera une des priorités clés en 2012
	2.1.2. Appuyer la tenue des réunions régulières du GCP	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre et la qualité des décisions prises lors des réunions du GCP 	Les réunions du GCP ont été régulièrement tenues et des décisions stratégiques ont été prises	Le fonctionnement du GCP sera évalué pendant la période décembre 2011 - janvier 2012.
	2.1.3. Appuyer la formation des groupes sectoriels en matière d'évaluation des financements extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> Les GS publient leurs évaluations des financements sectoriels sur ressources extérieures 	Quatre groupes sectoriels ont fait des revues conjointes au cours de cette année (santé, éducation, eau et assainissement, et infrastructures)	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
3. Les institutions nationales sont en mesure de coordonner et de gérer d'une manière efficace l'aide au développement.	3.1.1 Appuyer la tenue des réunions du CNCA	<ul style="list-style-type: none"> Nombre des réunions préparées avec un agenda, des décisions et des recommandations stratégiques 	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs réunions du CNCA ont été organisées pour 	En plus des réunions statutaires, des réunions du CNCA élargies aux autres ministres ont été tenues surtout pour se préparer aux réunions du Forum Politique du GCP afin d'arrêter une position commune du gouvernement.

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
	3.1.2 Conduire des études et des analyses pour éclairer les décisions du CNCA en matière de la coordination de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et qualité des études et des analyses produites 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La politique de l'aide est un outil qui va aider les autorités à avoir une vision commune quant aux modalités d'acheminement de l'aide et les types d'aide souhaités en fixant les règles de jeux. ▪ La politique d'endettement va éclairer les décideurs sur la qualité des emprunts à prendre afin d'éviter de retomber dans l'insoutenabilité de la dette. 	L'adoption de certaines études tard ce qui retarde la mise en œuvre de leurs recommandations
	3.1.3 Concevoir le renforcement des capacités des institutions du CNCA, avec le SP/REFES et le SP/CNCA, en matière de la planification, budgétisation, suivi – évaluation et la coordination de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le plan de renforcement des capacités est finalisé et mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les TDR ont été élaboré en Octobre 2011 pour recruter un consultant/maison international qui va appuyer le CNCA à faire l'étude diagnostique des besoins en renforcement des capacités des institutions couvertes par l'Addendum. Le processus de recrutement du consultant est encours. 	Le processus de recrutement du consultant est encours
	3.1.4 Concevoir et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des institutions membres du CNCA dans l'optique de l'utilisation progressive de la modalité NIM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le plan de renforcement des capacités est finalisé et mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une séance d'explication de l'approche HACT a été réalisée à l'intention du personnel du SP/CNCA 	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	Indicateurs de performance	Appréciation du niveau de réalisation des résultats	Justification des écarts et mesures correctives
	3.2.1 Appuyer la formation des PTFs et des représentants de chaque Ministère dans l'utilisation d'AMP et actualiser le logiciel AMP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'institutions utilisant régulièrement AMP ▪ Nombre de cadres qui ont bénéficié de la formation sur AMP. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cinq institutions fournissent les données en ligne, ▪ Plus de 10 agents des missions des PTF ont été formés sur site 	Il ya une forte mobilité du personnel des bureaux des PTF qui fait que le nombre de PTF qui fournissent les données en ligne ne soit pas élevé. En plus de cela, la faible capacité internet à la disposition des PTF ne leur permet pas souvent de travailler en ligne.
	3.2.2 Production des rapports sur le flux de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport annuel et semestriel de qualité publié et diffusé ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le rapport annuel sur les flux d'aide a été élaboré et attend la validation pour être publié. 	L'agenda chargé du personnel du CNCA, a retardé un peu la production dudit rapport.
	3.2.3 Conduire l'enquête OCDE sur l'efficacité de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquête OCDE transmise dans les délais 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le rapport pays a été élaboré et transmis dans les délais 	
	3.3.1 Appuyer la formation sur le tas de cinq cadres nationaux qui devront être en mesure de prendre la relève de l'assistance technique à l'issue d'une période de 3 ans	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de formation on-the-job training finalisé et mis en œuvre ▪ Plan de formation finalisé et mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le plan de formation on-the-job training a été finalisé et mis en œuvre ▪ Le plan de formation a été mis en œuvre régulièrement avant d'être suspendu depuis septembre 2011 	
	3.3.2 Appuyer l'amélioration du site web et des autres outils de communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'outils de communication sur l'aide publique développé ▪ Page web régulièrement alimentée ▪ Nombre de visites à la page web. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un bulletin d'information a été trimestriellement produit, ▪ Le site web a connu des améliorations et a été alimenté 	L'absence de compteur de visiteurs au niveau du site web. La mise à jour du site web sera faite régulièrement en 2012 et doit devenir le site de référence pour la coordination de l'aide au Burundi.
	3.3.3 Appuyer la visibilité du Burundi dans le dialogue international sur l'efficacité de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et qualité de missions burundaises dans le domaine de l'efficacité de l'aide. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Burundi a participé dans plusieurs fora internationaux sur les thèmes en rapport avec l'efficacité de l'aide 	

Annexe n°2 : Tableau récapitulatif des travaux des Groupes sectoriels

	Groupe Sectoriel	Ministère point focal	PTF chef de file	Politique sectorielle	Stratégie sectorielle	Plan d'action	CDM T	Mécanisme de financement conjoint	Nombre de réunion 2011	Dernière réunion	Revue annuelle	Résultats principaux du groupe pour 2011	Point focal au niveau du SP/CNCA
1.	Sécurité	Sécurité Publique	Pays Bas	non	non	non	non	non	2/12	17/08/11			NTAKIYICA Nicodème
2.	Justice et Etat de droit	Justice et Garde des Sceaux	Royaume Uni	oui	oui	oui	non	non	5/12	06/12/11			NTAKIYICA Nicodème
3.	Bonne Gouvernance	Bonne Gouvernance	PNUD	oui	oui	oui	non	non	3/12	26/07/11	non	SNBGC	MIBURO Cyriaque
3a	Décentralisation	Ministère du Développement Communal	PNUD	oui	oui	oui	non	non			non	Politique et stratégie	MIBURO Cyriaque
3b	Questions Foncières	Aménagement Territoire	Coopération Suisse	non	non	non	non	non		14/10/11	non	Politique nationale de villagisation Projet de décret : Création de la Commission nationale Foncière	MIBURO Cyriaque
3c	Reformes Administratives	Ministère de la Fonction Publique, du travail et de la Sécurité sociale	PNUD	non	non	non	non	En cours d'élaboration		25/7/11	non	Processus d'élaboration du PNRA	MIBURO Cyriaque

4.	Agriculture et développement rural	Agriculture et Elevage	Banque Mondiale	oui	oui	oui	Oui	Non	12/12	06/11/11	Pas encore faite	Elaboration de la stratégie sectorielle et du PNIA qui ont inspiré le processus CSLP II. Stratégies sous-sectorielles des bassins versants et semences; Forum sur la sécurité alimentaire et Nutrition au Burundi.	KABURA Junie
5.	Infrastructures Economiques	Transports, Travaux Publics et Equipements	Union Européenne	Non	Routes	Routes	Non	Non	4/12	11/10/11	Oui	N/A	Jean-Marie Vianney Niyonkuru
5a	Energie / Mines	Energie et Mines	Banque Mondiale	Non	Oui	Oui	Non	Non	1/12	03/10/11	Oui	N/A	Jean-Marie Vianney NIYONKURU
5b	TIC	Ministère des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des relations avec le Parlement	Union Européenne	Non	Oui	Oui	Non	Non	0/12	--	Oui	N/A	Jean-Marie Vianney NIYONKURU
6.	Développement du Secteur Privé et de la Compétitivité	Commerce, Industrie, Postes et Tourisme	IFC	Oui	non	non	oui	non	7/12	09/12/11	non	Lancement du processus de rédaction de la stratégie sectorielle	NDAYITWA YEKO Mireille

7.	Education	Enseignement de Base et Secondaire, des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	Belgique	Encours d'élaboration	Encours d'élaboration	Encours d'élaboration	deux	Oui	9/12	6/12/11	oui	Préparation d'un PSDF révisé qui est en cours	KABURA Junie
8.	Santé / SIDA	Santé Publique et Lutte c SIDA	Belgique	oui	oui	oui	oui	Pas encore effectif	8/12	14/11/11	oui	Tenue de la revue	NIMPAYE Emile
9.	Eau et Assainissement	Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme,	Allemagne (GTZ, KfW, DED)	oui	oui	oui	oui	non	7/12	23/12/11	oui	Tenue de la revue annuelle 2011	Mireille
10.	Relèvement communautaire rapatriement et réintégration	Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale	PNUD	oui	oui	oui			2/12	22/11/11	Non		Nicodème NTAKIYICA
11.	Intégration Régionale	Affaires de la Communauté Est africaine	Royaume Uni	oui	oui	oui	oui	Je ne sais pas	2/12	28/09/11	non	Tenue de la revue annuelle 2011	NDAYITWA YEKO Mireille
12.	Cadre de Partenariat	Finances	Union Européenne	Oui	Oui	oui	Non	Non	6/6	24/11/11	non	Evaluation de la stratégie de gestion des finances Publiques (PEFA)	Emile Bosco Cyriaque